

Affaires courantes

Mardi prochain, je le prédis, le ministre des Finances annoncera la véritable surprise dont je viens de parler. Ce sera le coup de massue pour les Canadiens, soit la TPS que tout le monde craint, la taxe sur les produits et services ou, comme on se plaît à l'appeler plus opportunément, la taxe des pleurs et des souffrances.

La TPS, dont le ministre annoncera dans quelques jours le taux, sera inadmissible pour les Canadiens. Les mesures annoncées aujourd'hui ne réussiront pas à masquer le fait que les Canadiens sont mécontents de ce que leur propose leur gouvernement.

[Français]

Monsieur le Président, le gouvernement propose en fait trois composantes principales aujourd'hui dans cet énoncé: premièrement, on parle de couper les services aux parlementaires, et j'en reparlerai un peu plus tard. Un point que je voudrais marquer, c'est que lorsqu'on coupe des services, c'est toujours pour ceux qui se trouvent au plus bas de l'échelle salariale, et qui vont le sentir. . . et je pense aux employés des cafétérias parlementaires qui vont entendre cette nouvelle d'ici quelques minutes et qui auront, encore une fois. . . et ce sont les plus bas salariés à subir les tragiques circonstances. J'espère que personne d'entre-eux vont perdre leur emploi.

On parle également des dépenses de capital et des services au public et finalement, une augmentation des frais imposés aux Canadiens et aux Canadiennes.

[Traduction]

Permettez-moi de parler d'abord des réductions aux projets déjà annoncés dans la région de la capitale nationale. La présidence remarquera que j'ai dit «la région de la capitale nationale».

Voici quelques-uns des projets annulés: le stationnement intérieur et d'autres projets sur la colline du Parlement, les réparations au canal Rideau, le nouveau siège social des Archives nationales, le nouveau siège social du Service canadien du renseignement de sécurité, le nouvel édifice de la Cour fédérale, et j'en passe.

Toutes ces annonces ont un lien commun: il s'agit de projets dans la région de la capitale nationale. Comme le ministre responsable de la région de la capitale nationale est avec nous aujourd'hui, je dois lui dire que ce n'est

probablement pas une de ses meilleures journées en tant que membre du Cabinet.

En fait, tous les projets visés par ces réductions sont dans la région de la capitale nationale. Nous parlons d'annuler des projets concernant le canal Rideau, pas le réseau Trent-Severn ni aucun autre ailleurs au Canada, seulement celui de la région de la capitale nationale.

Des voix: Bravo!

M. Boudria: Des Conservateurs de l'autre côté manifestent leur satisfaction. Je me permets de leur rappeler un petit détail.

Le 24 novembre 1984, l'*Ottawa Citizen* publiait une entrevue avec le député de Mississauga-Sud. En voici un extrait: «Si les électeurs d'Ottawa se sont déjà sentis négligés, ils ne connaissent pas la signification du terme a dit Don Blenkarn, président du Comité des finances.»

Écoutez ceci, monsieur le Président: «Pourquoi faire des faveurs à Ottawa? Pourquoi ne pas couper le plus possible à Ottawa? Pourquoi ne pas transplanter des ministères qui ont de bons employés ailleurs où le chômage sévit? Qui va s'inquiéter du sort de quelques fonctionnaires qui perdent leur emploi?»

Voilà ce que le député de Mississauga-Sud a déjà affirmé. C'est justement ce qui arrive aujourd'hui.

Des voix: Oh, oh!

M. Boudria: Nous voyons le gouvernement conservateur sous son vrai jour.

Le président suppléant (M. Paproski): Écoutons le député de Glengarry—Prescott—Russell.

M. Boudria: Monsieur le Président, ces annonces et cette attaque du gouvernement contre la région de la capitale nationale me contrarient. Je serais contrarié si n'importe quel autre ministériel avait fait cela, mais c'est encore pire quand c'est de la part du président du Conseil du Trésor qui, il y a à peine quelques années, représentait Ottawa—Centre. C'est difficile pour les gens de la région de la capitale nationale. Il est évident qu'ils ne le digèrent pas.

Les conservateurs n'ont élu que deux députés sur quatorze dans l'est de l'Ontario, mais la prochaine fois, ils perdront tous les sièges de la région. Et ce sera à cause de cette arrogance et du fait que les quelques députés de